USA ou URSS : Le mouvement ouvrier doit-il choisir ?

Le cercle Zimmerwald, animé, comme nos amis le savent, par le docteur Daniel Martinet, fils du regretté poète, le cercle Zimmerwald conviait récemment quelques militants syndicalistes à une controverse dont le sujet avait pour titre : « USA ou URSS : le mouvement ouvrier doit-il choisir ? »

Précédé d'une causerie fort précise et documentée de Maurice Chambelland, le débat fut très vivement conduit et, à de certains moments, non exempt de passion. Un seul interlocuteur, cependant, se déclara nettement pour Washington, sans restriction ni réserve, jusques et y compris l'emploi de la bombe H...

De la discussion, il nous est loisible de tirer les observations et constatations que voici :

Les problèmes en question revêtent aujourd'hui un caractère d'extrême gravité et se présentent avec d'autant plus d'acuité que les organismes qu'ils intéressent au premier chef sont plus désarmés devant eux que jamais.

Si l'on admet que le mouvement ouvrier est représenté en France, dans sa majorité, par la CGT, la question du choix semble ne pas devoir se poser : la CGT n'est-elle pas totalement inféodée à Moscou ? Voire... La chose n'est pas si simple. Il ne faut pas ignorer qu'à l'intérieur de la CGT, des minorités s'opposent avec une certaine virulence à l'emprise communiste et que des militants s'efforcent de maintenir dans la Centrale syndicale l'esprit de la charte d'Amiens : ainsi se manifestent, de façon particulièrement énergique, certaines fractions des travailleurs du Livre.

Mais cela n'empêche pas la CGT d'être réduite à l'impuissance par le désarroi que créent en son sein les influences

staliniennes, génératrices de confusion dans les esprits et de déviation des principes syndicalistes.

Aucune action valable n'a été entreprise par les ouvriers français depuis 1936 (quoi qu'on puisse penser de certains mouvements de grève engagés de façon discutable), et seuls les aveugles se refusent à voir que les modestes conquêtes difficilement acquises à l'époque du fameux « front populaire » sont constamment remises en question.

Dans ce climat d'imprécision et de défaite, comment le mouvement ouvrier serait-il en mesure d'accuser une position nette en face du conflit USA-URSS ?

C'est tout le problème de la résurrection d'un véritable syndicalisme qui se trouve posé en ces quelques mots.

Est-il besoin de rappeler les objectifs du syndicalisme tels qu'ils furent énoncés lors de l'élaboration de la Charte d'Amiens ? Réduites à leur essence, les revendications ouvrières se résument en deux points : accession des travailleurs à la gestion des entreprises et abolition du salariat.

S'il est une bonne fois entendu que les organismes syndicaux, tels qu'ils fonctionnent depuis nombre d'années, sont absolument incapables de reprendre la lutte pour ces principes originels ; si, d'autre part, les mots d'ordre périodiquement lancés par les serviteurs du régime totalitaire moscovite tombent dans une indifférence à peu près complète, qu'attendre d'un mouvement qui n'est syndical que de nom ?

Quand nous parlons des organismes syndicaux, il va sans dire que nous n'omettons ni la CFTC ni la CGT-FO. Et quand nous signalons leur insuffisance et leur impuissance, nous n'établissons aucune distinction entre eux : nous les savons aussi insuffisants, aussi impuissants les uns que les autres. Le syndicalisme « courroie de transmission » des moscoutaires, le syndicalisme à l'eau de rose des travailleurs chrétiens et

de Force Ouvrière ne sauraient être considérés comme du syndicalisme.

Conséquemment, en supposant que ce que nous appelons encore par euphémisme le « mouvement ouvrier » adopte une position pour ou contre Moscou, pour ou contre Washington, cela ne pourrait avoir aucune espèce d'importance : nous voulons dire, aux yeux des vrais syndicalistes.

Or, il se trouve que, même si certains « fonctionnaires syndicaux » ont le désir, du côté CGT, d'appuyer la politique de Malenkov, du côté CFTC-FO, de soutenir Eisenhower, il se trouve que leurs tentatives se neutralisent et demeurent sans écho.

Et c'est ainsi que les antagonismes entre les USA et l'URSS se déploient en dehors du contrôle des classes salariées cependant appelées à faire lourdement les frais des conflits éventuels.

Il est bien évident que la seule décision logique, de la part des travailleurs du monde encore libéral, serait de proclamer : « Ni Moscou ni Washington ! » et de bâtir une fois pour toutes leur union sur les simples et nécessaires revendications d'un mouvement ouvrier conscient de ses responsabilités et de ses facultés : gestion des entreprises par les travailleurs eux-mêmes, abolition du salariat, c'est-à-dire, par voie de conséquence, l'établissement de la PAIX UNIVERSELLE par l'instauration de la PAIX SOCIALE.

Telle est la conclusion que comporte le débat où nous convia le Cercle Zimmerwald et auquel prirent part, indépendamment de Chambelland, les militants chevronnés Pierre Monatte, Mattéï, etc., et d'autres plus jeunes, mais non moins qualifiés, tels Walusinski, de «la Révolution prolétarienne» [[Depuis que notre ami R. Proix a rédigé ces lignes, Walusinski a quitté la rédaction de «la RP»]], et Thersant, du «Trait d'union» des syndicalistes. Tous émirent des avis sur lesquels nous aurons

l’occasion de revenir si nos amis et lecteurs pensent que les problèmes dont nous venons de parler sont dignes de provoquer, dans les pages de « Témoins », une discussion fertile sur l’urgence de ranimer le syndicalisme moribond.

[/R. Proix/]